



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

PROCEDURE ADAPTEE ARTICLES L. 2123-1 ET R. 2123-1 1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

FOURNITURE DE TENUES PROFESSIONNELLES ET DE LINGE EN FORME POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI

Pouvoir adjudicateur :

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI
Route de Cambrai
B.P. 10740
59507 DOUAI Cedex

SOMMAIRE

<u>1 - Dispositions générales de l'accord-cadre</u>	3
1.1 - Objet de l'accord-cadre	3
1.2 - Décomposition de l'accord-cadre	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Options (au sens communautaire)	3
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5.1. Emission des commandes	4
1.5.2. Modification d'un bon de commande	5
1.5.3. Emission des commandes	5
<u>2 - Pièces contractuelles</u>	5
<u>3 - Confidentialité</u>	6
<u>4 - Durée de l'accord-cadre et délai de livraison</u>	6
4.1 - Durée de l'accord-cadre	6
4.2 - Reconduction	6
4.3 - Délai de livraison	6
<u>5 - Prix</u>	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
<u>6 - Garanties financières</u>	8
<u>7 - Avance</u>	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
<u>8 - Modalités de règlement des comptes</u>	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	9
8.3 - Délai global de paiement	10
<u>9 - Conditions d'exécution</u>	10
9.1 - Emballage / Conditionnement	10
9.2 - Transport	10
9.3 - Modes et lieu de livraison	11
9.4 - Documents à fournir	12
<u>10 - Constatation de l'exécution des prestations</u>	12
10.1 - Vérifications	12
10.2 - Décision après vérification	12
<u>11 - Pénalités de retard</u>	12
<u>12 - Assurances</u>	12
<u>13 - Résiliation de l'accord-cadre</u>	13
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
<u>14 - Règlement des litiges et langues</u>	14
<u>15 - Dérogations</u>	14

1 - Dispositions générales de l'accord-cadre

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

**« Fourniture de tenues professionnelles et de linge en forme
pour le Centre hospitalier de Douai »**

La description de chaque produit et les spécifications techniques correspondantes sont indiquées dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins » et dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI

Route de Cambrai
B.P. 10740
59507 DOUAI Cedex

1.2 - Décomposition de l'accord-cadre

L'accord-cadre est décomposé en **51 lots**, dont les intitulés sont énoncés dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

1.3 - Type de contrat

Le marché public est un accord-cadre de fournitures fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

L'accord-cadre sans montant minimum mais avec un montant maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Montant maximum :

55 000 € H.T. par an, soit 165 000 € H.T pour toute la durée de validité de l'accord-cadre.

L'accord-cadre attribué est mono-attributaire.

Les produits, objet du présent accord-cadre, sont rémunérés par application des prix unitaires figurant dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

1.4 - Options (au sens communautaire)

- Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications à l'accord-cadre (article L. 2194-2 du code de la commande publique) ;
- L'accord-cadre comporte des reconductions ;
- Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

1.5.1. Emission des commandes

Les bons de commande sont émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance de ses besoins, sur la base des tarifs indiqués dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande peut être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais laissés au titulaire, le cas échéant, pour formuler ses observations ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des produits ;
- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des produits à livrer.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution de l'accord-cadre se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

Les produits font l'objet de l'émission d'un bon de commande qui détermine le délai de livraison applicable.

Le délai d'exécution de chaque commande part à compter de la date de notification du bon de commande correspondant. La date d'expiration de ce délai est la date de livraison dans les locaux du Centre hospitalier de Douai désignés sur le bon de commande correspondant.

Le titulaire est engagé contractuellement par ce délai.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le Centre hospitalier de Douai afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits, dans les conditions de l'article 13-3 du CCAG-FCS.

Les indications portées sur le bon de commande s'imposent impérativement au titulaire. Si ce dernier n'est pas en mesure de satisfaire l'une de ces exigences (qualité, quantité, délai de livraison...), il doit en aviser le pouvoir adjudicateur dans les 48 heures maximum après réception du bon de commande. Ce délai écoulé, la commande est réputée acceptée par le titulaire.

1.5.2. Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

1.5.3. Emission des commandes

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins » ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire justificatif des dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- Les fiches techniques correspondant aux produits proposés.

Obligations du titulaire :

Le titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué dans le présent accord-cadre, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou d'un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. À défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

4 - Durée de l'accord-cadre et délai de livraison

4.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter du 01/04/2022 (ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure).

Le délai de livraison des produits est fixé dans chaque bon de commande, conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai de livraison des produits peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 5 jours avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 - Délai de livraison

Pour chaque lot, le délai contractuel de livraison des produits est fixé par le titulaire dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

Celui-ci ne doit, en aucun cas, être supérieur à 1 mois.

Le titulaire est engagé contractuellement par ce délai contractuel de livraison.

Le délai contractuel de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

La date d'expiration de ce délai est la date de livraison des produits au Centre hospitalier de Douai.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le Centre hospitalier de Douai afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits commandés dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les produits faisant l'objet du présent accord-cadre sont réglés par des prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau de prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les produits ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

Les produits sont rémunérés par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

Prix promotionnels :

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à informer le pouvoir adjudicateur des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courrier ou courriel ou télécopie, dont le pouvoir adjudicateur accusera réception :

- Le numéro de l'accord-cadre concerné ;
- Les produits concernés par la promotion ;
- La durée de l'offre promotionnelle ;
- Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses de l'accord-cadre.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les tarifs sont ajustables annuellement (à la date anniversaire de l'accord-cadre), par référence à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins ».

Les nouveaux tarifs s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date d'anniversaire.

Ceci dit, il est à noter que les tarifs doivent rester fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Clause limitative dite "butoir" : L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 3,0 % maximum par an.

Clause limitative dite "de sauvegarde" : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,0 % par an.

Les nouveaux tarifs doivent être adressés à la cellule des marchés publics, sous la forme du bordereau des prix unitaires (BPU) initial et doit mentionner le numéro de l'accord-cadre concerné.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (D.R.C.C.R.F.).

6 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations réalisées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers (RCS) ;
- Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date de livraison des produits ;
- Le montant des produits admis, établi conformément à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement (AE) : « Bordereau des prix unitaires (BPU) – Etat des besoins », hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables, directement liés à l'accord-cadre ;
- Le montant total TTC des produits livrés ;
- La date de facturation.

Toute facture non conforme aux dispositions figurant ci-dessus sera automatiquement retournée à son auteur et ne fera l'objet d'aucun paiement.

Les demandes de paiement doivent être adressées électroniquement au pouvoir adjudicateur.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du pouvoir adjudicateur, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Code service « CHORUS » : DPALSE

8.3 - Délai global de paiement

Le paiement se fait par mandat administratif.

Le présent accord-cadre est financé sur le budget propre du Centre hospitalier de Douai.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Nantissement :

Le titulaire peut donner l'accord-cadre en nantissement. En ce cas, le Directeur général du Centre hospitalier de Douai est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'accord-cadre à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

9 - Conditions d'exécution

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de prise d'effet de l'accord-cadre). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande.

9.1 - Emballage / Conditionnement

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-FCS, les emballages doivent être repris par le titulaire, immédiatement après la livraison (y compris les supports de livraison, palettes Europe).

Les palettes Europe sont remises automatiquement en quantité identiques à celles reçues, au transporteur qui effectue la livraison, le jour de la livraison. Aucune palette ne sera remise à une date ultérieure.

Les livraisons de colis multiples doivent impérativement être livrées sur palette EUR filmée et dans la mesure du possible respecter le principe de palette mono-référence au colisage standard le plus proche de la quantité commandée.

9.2 - Transport

Le transport est effectué par le titulaire ou son mandataire sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande, en Franco de port.

- Frais de transport :

Le transport des produits est à la charge matérielle et financière du titulaire.
(FRANCO DE PORT SANS MINIMUM DE COMMANDE)

- Risques inhérents au transport :

Le titulaire est déclaré responsable des produits jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire. Il en est de même pour les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du titulaire et ne peut être facturée au pouvoir adjudicateur.

En cas de réception de produits non conformes à la commande, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

En application de l'article 19.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable des modalités de transport choisies.

Les camions assurant le transport des produits doivent être équipés d'un haillon.

Le titulaire a l'obligation d'établir avec le pouvoir adjudicateur un protocole de sécurité, et ceci avant que la première livraison n'ait lieu. Lorsque le titulaire n'est pas le transporteur, le titulaire doit faire parvenir dans les mêmes conditions les noms, adresses et numéros de téléphone des entreprises qui effectuent les livraisons dans le cadre du présent accord-cadre.

Afin d'établir le protocole, le titulaire doit se rapprocher du Responsable sécurité : Monsieur MORANTIN (tél. : 03.27.94.71.17).

9.3 - Modes et lieu de livraison

La livraison des produits s'effectue à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI

Magasin général – Logipôle

Route de Cambrai

B.P. 10740

59507 DOUAI Cedex

Les livraisons s'effectuent du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00 sans interruption (sauf jours fériés et chômés).

La livraison de chaque ensemble doit être réalisée dans sa totalité et en une seule fois.

Le titulaire doit prévoir et mettre en œuvre les moyens mécaniques et humains pour acheminer les produits sur le lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement du Centre hospitalier de Douai et accepte toute contrainte de nature à affecter toutes les opérations de livraison en sécurité.

Le titulaire est tenu de recourir aux modalités de transport adapté à l'établissement.

9.4 - Documents à fournir

Chaque livraison doit impérativement être accompagnée d'un bon de livraison du titulaire, qui doit être visible et accessible sans avoir à ouvrir les colis et précisant :

- ✚ Le nom du titulaire et son adresse, ainsi que le nom du correspondant ou interlocuteur SAV avec ses coordonnées (téléphone, fax, mail) ;
- ✚ La date d'expédition ;
- ✚ La date de livraison inscrite sur le bon de commande ;
- ✚ La référence de l'accord-cadre ;
- ✚ La référence de la commande ;
- ✚ Le code produit titulaire et les libellés des produits ;
- ✚ Les caractéristiques des produits livrés ;
- ✚ Les quantités livrées et la répartition des produits par colis.

Le bordereau de livraison du transporteur est tamponné par le réceptionnaire du Centre hospitalier de Douai et remis au transporteur comme preuve de livraison et réception des produits.

Le tampon apposé par le réceptionnaire ne vaut pas vérification et admission des produits ; ces opérations de vérification et d'admission sont effectuées postérieurement à la livraison.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison des produits conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

10.2 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

11 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **80 euros** par jour ouvré de retard.

Cette pénalité s'applique aux commandes livrées tardivement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation de l'accord-cadre

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire :

- En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire prononcée par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, la décision de résiliation doit avoir prévu qu'il sera pourvu à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Le titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge de ce dernier. La diminution éventuelle des dépenses ne lui profite pas.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.




Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations

-  L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
-  L'article 9.1 du CCP déroge à l'article 19.2 du CCAG-FCS ;
-  L'article 11 du CCP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.